



Paris le 24 mai 2018

Pour renforcer la fonction publique et les services publics, encore et toujours !

Avec 130 cortèges dans toute la France, la journée de grève et de manifestations du 22 mai a été un nouveau temps fort d'expression des mécontentements des personnels.

C'est l'expression du refus du projet de régression sociale porté par le gouvernement contre la fonction publique, les services publics et les usager-e-s.

Les agent-es publics de tous secteurs se sont mobilisé-e-s : Education nationale, Finances publiques, Météo France..., agent-e-s hospitalier-e-s ou encore des collectivités territoriales.

Se sont joints à cette mobilisation de défense des services publics, des cheminot-es, des salarié-es d'Air France, de l'énergie ou encore du commerce.

Les attaques contre la fonction publique, les services publics et les agent-e-s publics qui les servent, sont de tous ordres :

- La remise prochaine du rapport du Comité d'Action Publique 2022 dont l'objet est d'élaborer pour le gouvernement les pistes de la réduction de la voilure des services publics (privatisations, abandons de missions, restructurations sont d'ores et déjà annoncés)
- La cohorte, déjà en cours, des réformes structurelles des services et administrations,
- La poursuite, sans aucun dialogue social réel, des 4 chantiers autour du document "refonder le contrat social avec les agents publics" (la fusion des CT et des CHSCT, le recours accru aux contrats et la remise en cause du statut, ...), les 120 000 suppressions d'emplois annoncées, le gel du point d'indice confirmé par le Ministre nécessitent que se poursuive un fort mouvement de mobilisation sous des formes diverses.

L'intersyndicale Fonction Publique se réunira ce vendredi 25 mai.

Solidaires y portera la nécessité de poursuivre les luttes et actions afin de ne pas sacrifier les services publics sur l'autel du libéralisme de l'austérité, de la rigueur budgétaire et de l'individualisme forcené que l'on veut nous imposer.

Les services publics assurent la cohésion sociale, et l'avenir de tous, notamment les plus précaires.

La perspective du rendez-vous salarial de la mi-juin sera sans aucun doute l'occasion d'exprimer à nouveau notre colère et notre désaccord contre ce projet politique néfaste.

Contact
Mail : contactfp@solidaires.org
Tél : 01 58 39 30 14